Motion du 25 juin 2007 de Mmes Maria Casares, Frédérique Perler-Isaaz, Nicole Valiquer Grecuccio, MM. Grégoire Carasso, Yves de Matteis et Christian Zaugg: «Pour le maintien de l'action sociale en faveur des aîné-e-s et des personnes précarisées de la ville de Genève».

(renvoyée à la commission sociale et de la jeunesse par le Conseil municipal lors de la séance du 25 juin 2007)

PROJET DE MOTION

Considérant:

- la décision regrettable des autorités fédérales et cantonales de restreindre les possibilités de soutiens municipaux réguliers aux catégories sociales les moins bien loties, comme notamment les rentiers et les rentières de l'Office cantonal des personnes âgées (OCPA);
- que le versement de prestations sociales mensuelles par la Ville de Genève aux bénéficiaires de rentes de l'OCPA ne sera donc plus possible dès le 1^{er} janvier 2008;
- la nécessité pour les personnes âgées ou invalides émergeant à l'OCPA de pouvoir bénéficier de prestations communales, pour leur permettre de vivre dans la dignité;
- l'étude du professeur Bonoli (Institut de hautes études en administration publique) sur le recensement des aides existantes et l'analyse de la situation des différents publics touchés par des situations de précarité ou de pauvreté, qui montre que parmi les groupes les plus exposés aux risques de précarité et de pauvreté se trouvent justement un certain nombre de retraité-e-s à faible rente, mais également des familles monoparentales, des familles nombreuses et des employé-e-s faiblement qualifié-e-s percevant un petit revenu;
- la nécessité d'éviter de renforcer les effets de seuil et surtout celle de les contrebalancer;
- le rôle social assumé par la Ville de Genève en matière de redistribution des richesses, sous forme de prestations sociales, d'allocations sociales ou ponctuelles et de prises en charge de financement de repas scolaires;
- la volonté et la nécessité de poursuivre et de développer des aides ponctuelles visant certains publics ou certains frais spécifiques non couverts par ailleurs (soins dentaires, frais de lunettes, camps de vacances pour les enfants et les jeunes, petites fournitures scolaires non fournies par le Département de l'instruction publique, titres de transport, allocations de vêtements);
- la pertinence d'organiser ces aides en partenariat notamment avec les associations spécialisées dans le soutien aux personnes âgées et aux invalides, sur la base de règles établies d'un commun accord entre le Conseil administratif et ces associations,

le Conseil municipal demande au Conseil administratif:

- de prévoir dans le cadre du projet de budget 2008 un montant d'au moins 5 millions de francs affecté à des aides ponctuelles permettant de couvrir des frais spécifiques non couverts par ailleurs en faveur de catégories spécifiques de population, notamment pour les personnes âgées et les invalides rentiers de l'OCPA ou souffrant d'un effet de seuil sur les barèmes de l'OCPA, ou les personnes et familles en situation de précarité;
- d'organiser ces aides en partenariat notamment avec les associations compétentes dans ce domaine, sur la base de règles établies d'un commun accord entre le Conseil administratif et ces associations.